

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 13 (1987)

Heft: 2

Artikel: Des mouvements alternatifs : contributions à l'étude des nouveaux
conflits sociaux

Autor: Gros, Dominique

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814378>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DES MOUVEMENTS ALTERNATIFS : CONTRIBUTIONS A L'ETUDE DES NOUVEAUX CONFLITS SOCIAUX

Dominique Gros
Rue Peillonex 32 - CH 1225 Chêne-Bourg

Les interrogations, les réflexions - qu'elles soient spéculatives, analytiques ou partisanses - sur les "nouveaux mouvements sociaux", les "minorités actives", la "marginalité contre-culturelle", les "révolutions minuscules" et les "styles de vie alternatifs", s'inscrivent pour la plupart d'entre elles dans la problématique générale du changement social et de ses agents dans les sociétés contemporaines. A ce jour, à ma connaissance, aucune tentative de synthèse ou de mise en perspective n'a été proposée. Il me paraît donc utile, par cet article, de présenter l'état actuel des connaissances concernant ces "nouveaux" conflits sociaux.

1. La dimension historique

L'origine de la mouvance et des manifestations alternatives renvoie à deux types de mouvements qui se sont développés parallèlement et synchroniquement. D'un côté, il y a l'ensemble des pratiques directement politiques qui se sont affirmées au sein de la gauche depuis les années cinquante. De l'autre, il y a des pratiques qui présentent des caractéristiques moins strictement politiques et que l'on qualifie de contre-culturelles. Celles-ci émergent aussi dans les années cinquante. Les unes comme les autres vont se développer et se répandre, dans les sociétés occidentales principalement, durant les années soixante, à la fin desquelles elles atteindront leur apogée avant de décliner rapidement au début de la décennie suivante.

Gauchisme et nouvelle gauche

La "nouvelle gauche", le gauchisme et l'opposition extra-parlementaire appartiennent au premier ensemble. Les rapports entre ces nouvelles sensibilités politiques de gauche et la gauche traditionnelle, sociale-démocrate et communiste, sont souvent conflictuels. Soit ce sont des courants, des tendances qui se développent à l'intérieur des organisations de la gauche traditionnelle et qui se

fixent pour objectif de lui redonner des velléités combatives, soit ce sont de nouvelles organisations qui se créent ; se situant volontiers à la gauche de la gauche instituée. Dans un cas comme dans l'autre, le but est de s'opposer à l'intégration, à la compromission, à l'institutionnalisation des forces de gauche et de réaffirmer leur caractère combatif. Simultanément, on y trouve une volonté de faire pénétrer dans la réflexion politique des thèmes qui n'y sont guère abordés, souvent pour des raisons idéologiques et stratégiques. On peut citer comme exemples les problèmes militaires ou les relations du monde occidental avec le Tiers Monde.

Ces nouvelles tendances se caractérisent aussi par leur volonté de se démarquer de l'analyse et du discours politiques de la gauche instituée. Elles mettent en avant des politiciens proscrits, ou oubliés par celle-ci (comme Trotski, Mao Zedong, Che Guevarra, Ho Chi Minh), intègrent dans leurs références des réflexions issues d'autres horizons (psychanalyse, philosophie, sciences sociales, par exemple) et développent des modes d'action, des stratégies plus radicaux que ceux utilisés par la gauche officielle (manifestations non autorisées, grèves sauvages, occupations, agit-prop, etc.).

Contre-cultures

Dans l'ensemble des pratiques contre-culturelles, on trouve différents mouvements comme les beatniks, les provos, les hippies, par exemple. Ces mouvements ne se laissent pas appréhender en termes strictement politiques. Ou plutôt, on ne peut les intégrer à une définition institutionnelle du politique.

Bien que ce soient des mouvements contestant l'ordre social, ils ne s'affirment guère par l'intermédiaire de groupements structurés. On a plutôt à faire à des comportements individuels et collectifs qu'à des organisations.

Ces mouvements trouvent leur origine dans des milieux minoritaires et marginaux (avant-garde artistique, par exemple). La critique y est plutôt existentielle, ce qui explique qu'elle ne se laisse définir en termes politiques, et prend surtout l'allure d'une dissidence sociale et culturelle générale. C'est ainsi que des problèmes totalement étrangers à la sphère du politique prennent une rai-sonance contestataire comme la sexualité, les rapports avec l'environnement naturel, les relations familiales, etc. (Gros, 1985).

Alors que la nouvelle gauche, le gauchisme et l'opposition extra-parlementaire se veulent réalistes en s'efforçant d'actualiser les pratiques politiques de la gauche, les contre-cultures revendiquent

l'utopie comme moyen de dépassement d'une situation sociale globalement bloquée et condamnée.

Les relations entre ces deux catégories de mouvements furent variables. De manière générale, on peut distinguer une première période d'ignorance ou de rejet mutuels (des années cinquante au milieu des années soixante). Une période plus conciliante et parfois collaboratrice lui succède et dure jusqu'au début des années septante. A partir de là, se sont affirmées les pratiques alternatives où prédomina la tendance contre-culturelle (Alsène, 1983 ; Diener & Supp, 1982 ; Proulx, 1982).

A ce sujet il semble ressortir, notamment des témoignages et études concernant la mouvance alternative allemande (Baumann, 1976 ; Démerin, 1975 ; Diener & Supp, 1982), que deux facteurs historiques ont joué un rôle stimulant pour l'éclosion de telles pratiques :

1. l'intégration sociale du mouvement ouvrier et, plus généralement, des milieux sociaux dominés, par le biais des organisations les représentant, en jouant principalement sur le consensus politique et la participation économique ;
2. la priorité au développement et à la croissance économique, auxquels sont subordonnées les autres dimensions de la réalité sociale (institutions par exemple) ;

Ces deux conditions ayant pour effet de renforcer l'aliénation et l'homogénéisation sociales, c'est-à-dire de produire une "majorité silencieuse" soumise à la participation dépendante et donc, par réaction, de pousser certains milieux marginalisés à se constituer en minorités actives.

2. Champs d'actions

Lorsque l'on parle de mouvement(s) alternatif(s), on ne désigne pas une entité clairement limitée et structurée, mais plutôt une myriade de groupements et d'expériences, plus ou moins organisés, actifs dans des domaines très divers.

Ainsi dans leur livre *Ils vivent autrement*, Diener & Supp (1982) décrivent un certain nombre de groupements représentatifs de la scène alternative allemande. Parmi ceux-ci, on relève aussi bien des groupements de squatters, que de femmes ou de personnes âgées ; des collectifs professionnels (d'informaticiens, de médecins, d'ouvriers, d'architectes, etc.), des entreprises et des commerces ;

des journaux, des lieux d'animation ou de formation ; des groupes politiques ; des communautés, etc.

Une telle diversité pose évidemment quelques problèmes de délimitation. D'où la nécessité d'élaborer des classifications afin de préciser les champs dans lesquels les alternatifs développent des activités.

Andrieu (1975) pour la France et Hollstein & Penth (1980) pour l'Europe occidentale, par exemple, ont proposé des classifications empiriques thématiques. C'est aussi l'optique que j'ai adoptée dans une monographie consacrée à la réalité genevoise publiée récemment (Gros, 1987). Scientifiquement, bien que souvent peu valorisée, l'approche historico-descriptive me paraît une étape incontournable avant toute analyse et tentative de théorisation !

Dans certaines études on trouve des classifications plus analytiques, des typologies. Ces typologies font intervenir en général non seulement des données empiriques, mais aussi des éléments de théorisation.

Ainsi, J. Huber (1980, cité par Diener & Supp, 1982) s'est-il efforcé de proposer plusieurs regroupements (voir tableau 1). En partant de 24 catégories empiriques, il propose deux typologies différentes, ainsi qu'un regroupement par secteurs d'activité. La première typologie est utilisée par Huber pour évaluer le poids respectif de diverses formes d'activités dans le milieu alternatif. Il met ainsi en évidence que les activités sociales (services d'action sociale), politiques et d'information sont celles qui ont le plus de poids dans les projets alternatifs allemands, puisque regroupées, elles représentent plus de 50 % de ceux-ci. La seconde typologie permet de comparer le poids respectif des types d'activité dans la société allemande et dans le milieu alternatif. Cette comparaison permet de comprendre en quoi se différencie le milieu alternatif. Alors que l'accent est surtout mis sur la production et le secteur des transports, communications et du commerce au niveau de la société globale, dans les projets alternatifs les trois types d'activités privilégiées sont les services d'action sociale et de loisir, les activités politiques et de coordination et d'organisation, et les médias, activités d'éducation et d'information. Enfin, la répartition par secteurs montre l'émergence d'une forme d'activités qui ne rentre pas dans les secteurs économiques classiques, l'activité politique. Dans les projets alternatifs allemands, cette activité a plus d'importance que le secteur de la production, mais nettement moins que les activités de services.

Tableau 1
CLASSIFICATIONS DE HUBER

<u>TYPLOGIE II</u>	<u>CATEGORIES EMPIRIQUES</u>	<u>TYPLOGIE I</u>	<u>SECTEURS</u>
Agriculture <-----	culture, horticulture, élevage	--> production agricole	production
Artisanat de production et de réparation <-----	{ ateliers d'imprimerie et de composition { artisanat { technologies alternatives { ouvriers d'art	--> activités de transformation	
Transports et communications, commerce <-----	{ transports { commerces { librairies	--> circulation	
	{ bistrotts, restaurants, cafés { lieux de rencontres, de vacances, de communication { cinémas, galeries	--> infrastructure loisirs	
Médias, activités d'éducation et d'information publique <-----	{ médias { graphisme, photos { revues, publications { éditions	--> activités d'information	services
Autres services d'action sociale et de loisir <-----	{ coordination, organisation { enfants { écoles, formation { groupes médicaux { thérapie, aide sociale	--> services d'(auto)gestion --> service d'action sociale	
activité politique, projets de coordination et d'organisation <-----	{ arts, sports, sciences { initiatives civiques { comités de citoyens { partis	-----> culture --> activité politique	activité politique

La perspective adoptée par Huber reste assez marquée par une optique économique-professionnelle :

"Although the alternative movement has its ideas to guide it, it is above all practical movement, defined by its working projects. Alternativists are no longer interested in climbing up the career ladder in the traditional sense. They are drop-outs or switch-overs who are trying to build up autonomous living situations and job possibilities (...). All these projects make up what is now called the 'counter-economy' or 'alternative economy'" (Huber, 1983 : 48-49).

D'autres observateurs proposent une vision plus large du phénomène. Ainsi Eric Alsène précise que "par rapport à ce qu'ils permettent comme genre d'activité et d'occupation pour les personnes qui s'y impliquent le plus activement, les groupes conviviaux d'aujourd'hui s'échelonnent dans tous les secteurs de la quotidienneté" (1983 : 53).

Il y a bien sûr le secteur du *travail*. Secteur qui ne recouvre pas strictement celui du travail productif au sens strict, puisque l'auteur y inclut "les petites coopératives de production, les banques parallèles, les librairies autogérées, les radios communautaires, les troupes de théâtre parallèles, les boutiques de professionnels, la presse alternative, les refuges d'assistance aux femmes, les restaurants autogérés, les garderies populaires, les groupes de ressources techniques, les centres d'aide au Tiers-Monde, les centres de ressources alternatives, etc." (ibidem).

Mais à côté de celui-ci, trois autres secteurs d'activités alternatives sont identifiables, à savoir ceux de la *reproduction élargie*, de l'*engagement social* et des "*états d'âme*".

Le secteur de la reproduction élargie concerne les activités d'auto-assistance et de solidarité mutuelle. Il comprend les groupements dont la fonction première est de satisfaire certains besoins des membres par l'échange de services. Activités qui sont le plus souvent bénévoles, parfois gratuites, comme des ateliers ou des jardins communautaires, des garderies ou des écoles autogérées, des coopératives d'habitation ou d'alimentation, des services de voisinage (baby-sitting, achats collectifs, repas communs, etc.).

Le secteur de l'engagement social concerne plus directement les institutions et le système social à un niveau général. C'est ici que se développent des mouvements en référence à une situation précise et non particulière à quelques individus. Le féminisme, l'écologie, le pacifisme, les revendications régionalistes ou nationalistes, les associations d'habitants, de consommateurs, de jeunes,

d'homosexuel(le)s, sont quelques exemples de ce que l'auteur réunit dans ce secteur.

Enfin, le secteur des "états d'âme" est plutôt le fait de groupes informels qui "se forment pour expérimenter de nouvelles relations interpersonnelles, affectives, sensuelles, pour explorer les possibilités de la conscience, pour s'alimenter de mysticisme et de sacré" (Alsène, 1983 : 54). L'auteur cependant souligne que ce secteur occupe une position ambiguë dans le mouvement alternatif puisque bien de ces expériences ressemblent plus à de subtiles manipulations dues à quelques leaders, qu'à des choix collectifs autonomes.

Avec E. Alsène le champ d'action des alternatifs s'ouvre encore plus sur des activités extra-productives. Les activités de sociabilité, le travail idéologique y ont une place importante et c'est l'ensemble de la vie quotidienne qui sert de terrain d'expériences aux alternatifs.

Cette conception est aussi celle de Lourau qui parle de *quotidiennisme* pour désigner ce mouvement "qui introduit les aspects les plus "privés" de la vie dans le *programme* politique : sexualité, rapports entre l'homme et la femme, avortement et contraception, homosexualité ; éducation des enfants ; rapports à la médecine, à la psychiatrie, par la réhabilitation de la folie, de la drogue ; insistance sur l'habitat, l'écologie ; valorisation du style de vie communautaire dans le travail, l'éducation et éventuellement l'ensemble de la vie quotidienne" (1980 : 52-53). Champ globalisant donc, réunissant de multiples micro-expériences et styles de vie, dont l'enjeu principal semble être la réappropriation du temps et de l'espace.

Optique fortement influencée par Lefebvre et principalement ses travaux sur la vie quotidienne (1946, 1961, 1968, 1970, 1981) :

"(...) la vie quotidienne est à la fois l'enjeu et le théâtre de la lutte ; il faut demander et vouloir l'impossible pour qu'il y ait du possible" (Lefebvre cité par Corpet & Paquot, 1982 : X).

Cette idée du quotidiennisme paraît centrale pour comprendre les mouvements alternatifs car elle seule permet de réunir dans un champ global des pratiques aussi diversifiées.

3. Valeurs

Nous l'avons vu les alternatifs consacrent une bonne part de leurs activités au travail idéologique et politique. Mais quelles valeurs défendent-ils, au nom de quoi ou contre quoi agissent-ils ?

La plupart des observateurs tombent d'accord pour dire que leur action vise d'abord l'aliénation :

"Plus que l'exploitation et la domination, c'est l'aliénation dont elles découlent que ces groupes découvrent sur leur chemin, unissant dans leur réprobation du modèle culturel ambiant aussi bien l'activité de l'Etat que celle du syndicalisme" (Gagnon, 1982 : 8).

"(...) all AWL ¹ manifestations are reactions to the growing social anomy and spiritual alienation that can be observed throughout the developed world. While concentrating on different aspects of everyday life and using different methods for social change, all types of alternative movements in various countries strive to overcome personal and social alienation, to prevail over the division between the stage and the auditorium in social and political life, to do away with the gap between thinkers and doers, performers and spectators, patrons and clients, knowers and not-knowers" (Sicinski & Wemegah, 1983 : 4).

De leur côté, Proulx & Vallières insistent sur l'entreprise de "déprogrammation radicale des schémas socio-psychoculturels du totalitarisme patriarcal" des alternatifs (1982 : 10).

Cette lutte contre l'aliénation constitue, selon Touraine (1969), l'un des principaux enjeux des conflits sociaux contemporains. Et l'auteur rappelle que l'aliénation est un type de rapport social. L'entreprise de désaliénation passera donc par la mise en avant de valeurs susceptibles de promouvoir d'autres rapports sociaux.

Historiquement, on l'a vu, la scène alternative naît d'une hybridation, d'une complémentarité conflictuelle entre des mouvements politiques - la nouvelle gauche - et des mouvements de contestation socio-culturelle - les contre-cultures. Ces deux composantes et leurs différences vont contribuer à la constitution d'un "melting pot". Si, au début des années septante, c'est-à-dire durant la phase d'émergence de pratiques "alternatives", la composante politique joue encore un rôle primordial, cette influence va s'amenuiser par

¹ AWL = alternative ways of life

la suite. Néanmoins les valeurs défendues par les alternatifs restent marquées par ces deux influences.

Pour Gagnon (1982) les nouveaux mouvements sociaux, qu'il qualifie de populaires, résistent avant tout "à la technocratie, au gigantisme et à la déterritorialisation" (art. cit. : 8). Résistance qui se manifeste aussi bien contre les appareils et les institutions que contre les modèles culturels et les mouvements d'idées qui les justifient.

Ainsi, ce ne sont pas seulement l'Etat, les partis ou les organisations de masse en tant qu'appareils qui sont rejetés, mais la notion même de politique dans son sens traditionnel. Melucci (1983) et Baudrillard (1982) situent même ces mouvements dans l'au-delà du politique.

Pour Melucci, les conflits post-industriels sont portés par des mouvements sociaux post-politiques car d'une part "la forme traditionnelle des organisations politiques n'est pas, comme telle, adéquate pour représenter les nouvelles demandes collectives" et que, d'autre part, "l'efficacité politique des demandes portées par les mouvements dépend de l'ouverture, de la réceptivité, de l'efficacité, des structures de représentation" (1983 : 16). L'auteur souligne alors que "Nous nous trouvons donc face à un double paradoxe. D'une part, l'action collective n'est plus séparable des demandes et des besoins individuels, elle est donc continuellement menacée d'atomisation et de privatisation ; d'autre part la poussée conflictuelle qui investit la logique du système ne passe pas par la politique ; et c'est justement pour cette raison qu'elle ne peut pas se passer de la politique" (ibidem).

Pour Baudrillard, il faut considérer cela comme un basculement historique, un "renversement entre histoire et quotidienneté, entre sphère publique et sphère privée" (1982 : 43). Rejoignant la pensée de Lefebvre, il affirme qu'aujourd'hui " (...) on commence d'entrevoir que le quotidien, les hommes dans leur banalité pourraient bien ne pas être le revers insignifiant de l'histoire - mieux : que le repli sur le privé pourrait bien être *un défi direct au politique*, une forme de résistance active à la manipulation politique", et qu'il s'avérerait ainsi que "Les masses dépolitisées ne seraient pas en deçà mais au-delà du politique. Le privé, l'innommable, le quotidien, l'insignifiant, les petites ruses, les petites perversions, etc., ne seraient pas en deçà mais au-delà de la représentation" (op. cit. : 44).

Nous signalions précédemment que les alternatifs consacraient beaucoup de leur temps et de leur énergie à l'activité politico-idéologique.

Y a-t-il contradiction avec les affirmations post-politiques de Melucci et Baudrillard ? A notre avis non, car l'au-delà de la politique n'est pas nécessairement a-politique comme nous l'ont rappelé avec vigueur les générations d'étudiants s'étant mobilisées et manifestées pour faire leur "printemps en hiver" à la fin de 1986 (Joffrin, 1987). En effet l'idée de ces auteurs est que ces pratiques et ces valeurs se situent ailleurs, dans un autre champ que celui de la politique instituée. Ce champ de la politique instituée c'est celui du pouvoir légal, c'est-à-dire dans les sociétés occidentales actuelles, un pouvoir de représentation par délégation. Seule l'idéologie des classes dirigeantes peut y voir le pouvoir effectif de la majorité.

Contre cette représentation, les alternatifs prônent le refus de la domination, la non-puissance délibérée, la fin du politique (Proulx & Vallières, 1982). Ils revendiquent l'autonomie des individus et des collectivités, de la nature et de la culture, le développement autocentré, le droit à la différence et le droit à l'expérience.

Ces valeurs sont loin d'être a-politiques et pourtant elles soulignent que "dans un sens, la politique est en miettes" (Morin, 1969 : 10). C'est une politique multidimensionnelle de l'homme en société et en devenir, une *anthropolitique*, pour reprendre le terme de Morin, qu'elles esquissent :

"L'anthropolitique s'inscrit naturellement dans un mouvement historique global où la politique, cessant de se limiter au gouvernement et au citoyen, tend à rejoindre le destin de l'homme. Non pas pour l'engloutir ! Le destin de l'homme ne doit pas se résoudre en la politique, c'est la politique qui doit se subordonner à l'homme " (op. cit. : 108).

Ces valeurs posent les bases d'une nouvelle culture politique que Rosanvallon s'est efforcé de caractériser dans plusieurs de ses écrits (1976, 1977, 1979, 1984).

Cette nouvelle culture politique, on peut la qualifier d'autogestionnaire. L'autogestion telle que la conçoivent les mouvements sociaux contemporains est une généralisation, une extension du politique, c'est-à-dire une politisation du quotidien. Si l'on trouve dans cette culture à la fois une critique de la politique instituée et de l'Etat d'une part, et une valorisation des styles de vie et des activités associatives d'autre part, doit-on en conclure à un repli et à une dépolitisation ? Ce n'est pas si simple, car la dichotomie Etat/société civile (et ses corrélats centralisation/décentralisation, plan/marché, coordination/autonomie, contraintes/libertés, etc.) est une représentation réductrice. Pour Rosanvallon, il y a entre le

politique institué et la société civile un espace intermédiaire qu'il nomme la *société politique*. Dans la perspective autogestionnaire, cette société politique a pour tâche de médiatiser et réguler les rapports entre Etat et société civile. Ses agents sont précisément les mouvements sociaux et les groupements de base. Idéalement, ces agents devraient jouer un double rôle. Au niveau local ils permettent une certaine auto-régulation politique, alors qu'au niveau global, ils participent au renouvellement constant de la démocratie, "démocratie qui ne se limite pas au processus électoral" (Rosanvalon & Viveret, 1977 : 138).

Cette perspective implique une perception radicalement nouvelle de la société. La société n'y apparaît pas comme entité extérieure aux acteurs, comme dernière instance, comme espace construit. C'est plutôt une représentation du social comme processus, comme production qui y prédomine :

"L'autogestion inaugure ainsi une rupture radicale dans la conception qu'une société a d'elle-même. C'est pour la première fois une société qui se conçoit comme un laboratoire social, un organisme vivant. (...) L'autogestion c'est une façon différente de regarder et donc d'agir le temps de l'histoire pour une société qui se définit comme expérimentale. La société autogestionnaire ne se fixe pas d'autre but à atteindre que sa continuelle remise en chantier ; elle n'incarne pas d'autre finalité historique que son propre mouvement" (Rosanvalon, 1976 a : 87-88).

En conséquence, le changement prend couleur particulière en milieu alternatif. Il est à la fois plus présent et plus éloigné que jamais. Plus éloigné, car aucun milieu social, aucun modèle, aucune théorie ne paraissent plus garantir et baliser le sens de l'histoire. Plus présent, puisque c'est en expérimentant "ici et maintenant" de nouvelles formes de rapports sociaux que l'on participe à faire bouger les choses, que l'on produit du changement.

4. Stratégies

La vie quotidienne comme champ d'action politique, l'autogestion comme projet, ce "changer la vie, changer la société" que reconnaissent Garaudy (1972) et Lefebvre (1970) comme enjeu des nouveaux mouvements sociaux, nécessitent des modes spécifiques d'action.

Pour Wemegah (1983), les mouvements alternatifs mettent en oeuvre une stratégie présentant trois caractéristiques : elle est non-violente, constructive et hétérogène.

Non-violente tout d'abord, puisque les alternatifs mettent la vie - dans son acception large - au centre de leurs préoccupations. Leurs actions ne peuvent dès lors être que des combats pour la vie, refusant toute stratégie anti-vie, c'est-à-dire destructive et violente. Cette position de principe ouvre la voie à de multiples formes d'action reposant plutôt sur le principe de légitimité que sur celui de légalité : grèves, manifestations de rues, fêtes militantes, dérision, boycotts, désobéissance civile, occupations, actions symboliques ou spectaculaires.

Les alternatifs ont une stratégie *constructive* dans la mesure où elle ne se limite pas à une critique pure et simple, à une remise en cause stricte de la réalité. Toute dénonciation s'assortit de propositions, d'élaboration de solutions alternatives. Il peut s'agir d'actions exemplaires ou expérimentales, il peut s'agir aussi de formes plus traditionnelles d'intervention politique (initiatives, pétitions, etc.). Systématiquement on s'efforcera de relier des questions particulières à des problèmes globaux, des actions locales à des enjeux généraux.

Enfin, Wemegah caractérise la stratégie des alternatifs d'*hétérogène* puisqu'elle peut impliquer des acteurs de milieux sociaux différents, d'opinions politiques diverses ; qu'elle peut viser des enjeux aussi bien locaux, que régionaux, nationaux ou internationaux ; qu'elle peut associer temporairement ou durablement les acteurs ; qu'elle peut combiner autour d'un enjeu des moyens d'actions diversifiés.

Une autre caractéristique de la stratégie des alternatifs a été mise en évidence par plusieurs observateurs (Cathelat, 1981 ; Gros & Mégard, 1981 ; Gros, 1987 ; d'Iribarne, 1983), c'est l'articulation action individuelle-action collective. La scène alternative apparaît d'abord comme une constellation de groupes menant des actions spécifiques et souvent autour d'enjeux limités et balisés. Les rassemblements de masse, la coordination entre divers groupements ou actions ne sont, dans la plupart des cas, que temporaires. Cette non-persistance d'une organisation, d'une structuration du mouvement a non seulement des conséquences organisationnelles que nous examinerons plus loin, mais aussi stratégiques. D'abord parce que chaque enjeu nécessitant une mobilisation massive est objet de négociations particulières et d'alliances ad hoc. Ensuite parce qu'une part importante des actions entreprises est avant tout oeuvre de groupes précis et des individus les composant. En conséquence, l'action individuelle et l'action collective s'épaulent, se

soutiennent mutuellement. D'une certaine manière, chacune apparaît comme le prolongement de l'autre. Dans les groupes alternatifs, la forte implication personnelle semble inéluctable. L'intériorisation des buts et des représentations du groupe conduit à l'adoption de styles de vie, de modèles de comportement individuels qui font de l'activité "militante" une composante constante du vécu des acteurs. Inversement, les groupes apparaissent souvent comme des rassemblements affinitaires d'individus ayant les mêmes préoccupations et cherchant dans l'action collective une forme de dépassement de l'individualisme, une mise en commun et un partage des problèmes quotidiens.

5. Structures

La question des formes d'organisation des alternatifs pose incontestablement un problème à leurs analystes. Malgré le nombre croissant d'études partielles ou générales consacrées à ces mouvements, le problème des formes, des structures qu'ils se donnent reste souvent dans l'ombre. Les rares réflexions à ce sujet en restent à des formulations assez vagues : petits groupes, groupes ponctuels, minorités actives...

Pour certains, ce fait traduit une réalité sociale ambiante. Dans la mesure où l'idée de société, d'ensemble macro-social englobant a perdu de sa pertinence, il est logique que l'action collective se traduise elle aussi par l'éclatement :

"Il y a éclatement du corps social en individualismes ou petits groupes réunis autour d'un même centre d'intérêt, communautés de repli local, ou corporations défensives... (...) Mais cet éclatement de la macro-société en une mosaïque de groupes de survie individuelle, facilitée encore par la situation de crise économique et d'incertitude politique, représente aussi un potentiel d'innovation sociale et contient peut-être le germe d'un nouveau modèle culturel" (Cathelat, 1981 : 18).

Parce que l'on perd de vue l'ensemble, qu'il devient difficile de l'identifier et de s'y identifier, alors on se replie sur des micro-structures.

On serait ainsi passé d'un modèle politico-social de "clôture du pouvoir" à celui de la "consommation de pouvoirs" (Livet, 1979). D'une part, l'Etat ne jouerait plus un rôle unificateur et régulateur de la société, d'autre part "la crise du social comme totalité unifiée se manifeste par un repli sur les solidarités restreintes, locales, ou

sur le social spontané (dont parenté et copains), voire par la recherche d'activités situées dans une autre dimension que le système étatique et économique" (Livet, 1983 : 1). L'autonomisation du politique par rapport au social marque, pour cet auteur, le passage d'une société d'autoprédation à un système multisocial.

Le système multisocial se caractérise par la constitution de multiples réseaux de pouvoirs. Les groupes critiques et revendicatifs révèlent autant qu'ils produisent cette nouvelle réalité en se faisant promoteurs de la "multiplicité des modèles de relations sociales".

Il apparaît ainsi que "La critique propose toujours comme ressort de changement le principe même de la société de son temps" (Livet, 1979 : 294).

L'explication semble être unanimement acceptée, les alternatives s'organisent prioritairement en groupes restreints et affinitaires :

"Au départ d'une innovation, il y a toujours une minorité active, de petits groupes - même s'ils répondent aux demandes de la majorité". (S. Moscovici in : Autrement, 1976 : 108).

"Aujourd'hui la plupart des innovations sociales sont le fait d'individus, de groupes ponctuels, de minorités en position critique, ou de critique, par rapport aux normes instituées" (J. Billiard, *ibidem* : 119).

Il y a des raisons macro-sociales à ce fait comme nous l'avons vu. Il en est d'autres liées à cette forme même d'organisation.

Dans leurs travaux sur les associations, Meister (1972) et Kellerhals (1974) ont relevé qu'il existait au moins deux types d'associations. Certaines ont avant tout pour objectifs la satisfaction des intérêts personnels de leurs membres, ce sont les associations expressives. D'autres ont pour fonction d'agir sur leur environnement, de l'influencer dans l'objectif de le changer, ce sont les associations interventionnistes. Seule cette dernière catégorie retient notre attention ici.

Les deux auteurs s'interrogent dans leurs études sur le pouvoir transformateur des groupements interventionnistes. Ils constatent que ceux-ci ont aussi été touchés par les changements intervenus dans d'autres secteurs de la réalité sociale et que cela a considérablement modifié le rôle des associations et les formes de participation sociale. Les associations se bureaucratisent, voire deviennent de véritables institutions, la participation des membres peut s'y réduire à un simple versement de cotisations. Si, d'une certaine manière, ces groupements devenus appareils ont gagné de la sorte

une certaine force sociale et politique - ils sont par exemple légitimés pour représenter une certaine masse d'individus -, ils ont aussi perdu une de leurs caractéristiques essentielles, celle de défendre des intérêts spécifiques, des valeurs particulières. Cela les assimile donc aux institutions traditionnelles comme à l'appareil d'Etat :

"En s'institutionnalisant, l'associationnisme institutionnalise aussi le conflit sur lequel il a pris naissance. Mais dans le même temps, le conflit se légitimise, est reconnu comme normal, n'est plus craint, devient un élément fonctionnel de la société moderne ; de même que les associations qui le portent ou l'incarnent. Le conflit et ces associations deviennent respectables, et les négociateurs qu'elles délèguent pour discuter les conflits sont des sortes de *notables du conflit*". (Meister, 1972 : 171).

Cette transformation des associations interventionnistes dans les sociétés contemporaines va susciter notamment une nouvelle forme de participation sociale que Meister appelle "participation-contestation" et Kellerhals "action collective sauvage". Pour Meister, cette forme de participation sociale peut s'exprimer de diverses manières, comme l'apathie, la violence, la contestation partielle, sectorielle ou globale, le refus stoïque, la fuite dans le mythe, etc. Kellerhals dégage, quant à lui, les trois caractéristiques principales de l'action collective sauvage :

- elle se situe en dehors des appareils organisés,
- elle est profondément ancrée dans la quotidienneté,
- elle se préoccupe peu de stratégie, de ce qui est possible, elle se présente comme une exigence.

Et l'auteur relève un point capital de ce mode d'action : "Très momentanément peut-être, la personne s'identifie au groupe, vit par lui, redécouvre une unité entre le "je" et le "nous", entre la "politique" et la "fête". (Kellerhals, 1974 : 244).

Ce constat a été fait par d'autres auteurs et semble permettre de mieux comprendre pourquoi la forme groupe affinitaire est privilégiée dans les nouveaux modes d'action collective.

Pour Chambon et al. (1982 : 29), il s'avère que certains individus, certaines constellations sociales sont "mieux placés que d'autres à un moment donné parce que confrontés à un problème donné (et donc à une prise de conscience) et culturellement aptes à lui trouver une réponse". Cette aptitude culturelle est fondamentale comme le signale E. Reynaud (1982) puisqu'elle fonde l'intégration interne à l'action collective autant qu'elle la rend possible, la cons-

titue en dynamique. Dans une situation contextuelle vécue par divers individus, l'intégration de ceux-ci en une communauté dépend de l'existence d'une culture collective (micro-culture) pourvoyeuse d'identité. Cette culture collective émerge des interactions entre ces individus, de leurs ajustements réciproques normatifs et comportementaux et en relation avec leur situation commune. Cette micro-culture représente alors un acquis collectif, c'est-à-dire une prédisposition à lutter lorsqu'il paraît menacé. L'adhésion à la micro-culture collective sera d'autant plus forte pour les individus, si celle-ci s'est élaborée en situation de crise : "En effet, les périodes d'effervescence sociale qui entourent un conflit sont des moments importants d'apprentissage culturel. C'est là que s'élaborent de nouvelles interactions, de nouveaux ajustements, de nouveaux comportements (...)" (Reynaud, 1982 : 172). Une autre caractéristique de ces identités collectives est que si elles sont pourvoyeuses d'identités individuelles, elles n'ont qu'une emprise limitée sur le sujet et lui laissent la possibilité d'autres implications collectives ou de mener parallèlement des activités personnelles. Le Soi s'intègre à la culture collective, s'accorde partiellement à elle, y participe sans que cette participation soit exclusive ni dépendante (cf. Barbier, 1981). On rejoint ici la notion de "consistance intra-individuelle" caractéristique des groupes minoritaires actifs, consistance qui, lorsqu'elle existe, les met en position d'influence sociale puisqu'elle contraint la majorité à négocier (Moscovici & Ricateau, 1972) ².

6. Acteurs

La question des acteurs animant et activant la scène "alternative" divise les spécialistes. Pour certains l'hétérogénéité même des groupements et des champs d'action témoigne d'une diversité d'acteurs sociaux impliqués. Le milieu alternatif réunirait donc diverses catégories particulières d'acteurs sociaux, plusieurs minorités spécifiques, et ce serait cette conjonction de particularismes qui servirait d'axe structurant la scène alternative. Cette position est particulièrement présente chez Melucci (1983) pour qui les conflits post-industriels ne sont guère portés par un acteur collectif clairement délimitable : "le mouvement se présente comme une nébuleuse aux confins incertains et à la densité variable" (1983 : 14). J.E. Perlman, qui a mené une enquête aux Etats-Unis sur des

² Selon ces auteurs, la consistance intra-individuelle d'une minorité est le fruit d'un rejet des normes majoritaires s'accompagnant de comportements validant et renforçant la norme minoritaire, donc la cohésion du groupe. C'est un processus cumulatif qui encourage la minorité à poursuivre son action conflictuelle.

groupes alternatifs locaux, constate que ceux-ci n'ont pas de base sociale précise en commun et qu'on peut juste relever que leurs leaders "viennent d'un milieu social plus élevé que les membres de base et ils ont un niveau d'instruction supérieur" (1976 : 59). Dernier exemple, les travaux consacrés à l'activation politique en Suisse (Kriesi et al., 1981 ; Duvanel & Levy, 1984). Si l'on y constate, sur la période étudiée (1945-1978) l'émergence, puis la montée de formes d'actions politiques nouvelles, portant sur des enjeux eux aussi nouveaux, on les attribue à des catégories d'acteurs diverses - jeunes, vieux, femmes, sinistrés du quotidien - sans qu'il s'avère possible de leur attribuer une situation sociale commune.

Pour ces observateurs et analystes, l'hétérogénéité et la diversité sociales sont des caractéristiques du milieu alternatif. Tous cependant mettent plus ou moins clairement en avant que les conflits sociaux étudiés opposent des citoyens, des usagers à l'Etat et aux institutions. Par déduction nous pouvons donc avancer la thèse que pour ces auteurs c'est là que se situe le clivage principal qui est à l'origine des conflits sociaux contemporains.

La thèse est séduisante puisqu'elle spécifie ce qui différencierait fondamentalement une société post-industrielle d'une société de type industriel. Il semble cependant que le raisonnement s'arrête en chemin. J'en veux pour preuve le fait que ces auteurs, pour la plupart, identifient les acteurs des mouvements étudiés aux images qu'ils donnent (ou que les média donnent) d'eux-mêmes. Ainsi les mouvements féministes sont des mouvements de femmes, les mouvements régionalistes des mouvements de populations régionales, etc. Hormis la dimension tautologique du raisonnement, il y a là une lacune grave pour des spécialistes des sciences sociales, c'est de négliger une approche plus fine des acteurs impliqués. En effet, si rien n'empêche à un niveau macrosocial de raisonner en termes de grands regroupements, on ne peut oublier ce que de telles généralités peuvent laisser échapper à d'autres niveaux. Identifier le conflit social central d'une société peut être éclairant pour comprendre ou interpréter des événements sectoriels, mais assimiler les uns à l'autre est abusif. Lorsque l'on considère que l'opposition capital/travail est déterminante pour comprendre la société industrielle où les conflits dans la production s'avèrent les plus prégnants, cela donne sens aux luttes ouvrières dans les entreprises, mais cela n'explique pas pourquoi une grève est déclenchée ici et non pas là. Et surtout, cette action ne met pas aux prises *le* capital et *le* travail, mais des acteurs concrets autour d'enjeux concrets : les ouvriers en lutte ne *sont* pas la classe ouvrière, même si idéologiquement ils se voient ou on les voit ainsi. De nombreux travaux ont ainsi montré que certaines catégories

d'ouvriers étaient plus combatives, plus actives que d'autres. Les caractères globaux ont un intérêt général, mais qui en soi ne suffit pas. Que les mouvements féministes soient le fait de femmes ne fait guère avancer la compréhension tant que l'on n'a pas décrit bien évidemment la place réservée aux femmes par le système, mais aussi quelles sont celles parmi elles qui se mobilisent et dans quels buts. En d'autres termes, au sein de tels ensembles seules certaines fractions sont agissantes. Dépenser le sens commun relatif à ces ensembles consiste, notamment, à identifier les parties qui agissent au nom du tout.

Dans *La société post-industrielle*, A. Touraine (1969), adopte une telle démarche. Après avoir qualifié dans les grandes lignes les caractéristiques d'un tel type d'organisation sociale, il consacre un chapitre plus précis à l'étude des "anciennes et nouvelles classes sociales". Description faite, l'auteur étudie les raisons et les enjeux des conflits de classes post-industriels. Il peut ainsi identifier les catégories particulières qui, au sein des classes dominées, seront les "noyaux de résistance aux classes dominantes" : les *professionnels* (professeurs, chercheurs, médecins salariés, etc.), les *experts* (ingénieurs-conseils, juristes, formateurs rattachés au fonctionnement d'organisations) et les *personnels d'exécution* (ouvriers très qualifiés par exemple). Touraine insiste sur le fait que plus la proximité avec les catégories dirigeantes est grande, plus la résistance risque d'être forte.

Monique Dagnaud a repris cette thèse dans ses travaux récents (Dagnaud, 1981 ; Dagnaud & Mehl, 1981, 1983) et s'est attachée à la préciser et à en montrer la pertinence. Résumons le contenu de ces articles.

Les nouvelles formes de contestation sociale sont portées par des acteurs liés à certaines fractions des classes moyennes, principalement les agents spécialisés ("professionnels" dans le sens anglo-saxon du terme), les cadres et les techniciens. Ceux-ci ont en commun d'être détenteurs d'un capital culturel valorisé et sanctionné leur donnant accès à des positions se situant aux marges du pouvoir. Ce sont des *cadres salariés* qui "occupent les emplois produits par l'accroissement d'un personnel d'encadrement fortement qualifié dans les entreprises et par la prolifération des administrations publiques et parapubliques" (Dagnaud & Mehl, 1981 : 119). Leurs capacités leur assurent un certain pouvoir culturel qu'ils utilisent dans la production, la diffusion et le contrôle d'idées, de normes, de valeurs, d'informations, de communications. Ce pouvoir culturel n'a cependant pas d'équivalence dans les domaines économique, politique et organisationnel où cette catégorie constitue une sous-élite subordonnée à l'élite dirigeante. Les relations entre ces deux catégories sont très ambivalentes. L'élite et la

sous-élite ont plus ou moins le même bagage culturel. De par sa proximité avec l'élite, la sous-élite a une certaine connaissance des mécanismes de pouvoir. Elle ne détient cependant pas le pouvoir de décision pour la raison que les recrutements de l'élite et de la sous-élite suivent des canaux différents, relativement imperméables entre eux. La sous-élite est donc soumise à un rapport de domination tout en apparaissant souvent comme l'interlocutrice privilégiée de l'élite. Ce qui a pour conséquence de la mettre à distance des autres catégories dominées.

Les points communs n'assurent cependant pas une totale homogénéité à cette sous-élite qui réunit aussi bien enseignants, chercheurs, architectes, médecins, juristes, travailleurs sociaux, techniciens, ingénieurs, journalistes, etc.

Néanmoins ces diverses professions, surtout lorsqu'elles sont salariées, mettent dans nos sociétés leurs praticiens en *position de non-congruence des statuts*, puisque ceux-ci occupent généralement des places élevées sur les échelles de qualification et d'instruction, places qui n'ont pas leur équivalence dans les échelles de revenu, de fonction institutionnelle, de pouvoir de décision ou de prestige. Il y a donc conflit entre ces différentes positions, conflit lié à un décalage particulier où l'acquis culturel élevé et souvent validé, n'est pas entériné complètement dans la pratique. Selon Touraine (1971), ce type particulier de non-congruence des statuts a pour effet de prédisposer les acteurs concernés à être "plus protestataires". Cet avis est partagé par M. Voisin (1977, 1982). Il relève que ces acteurs semblent "*ni dominants, ni dominés, ni maîtres, ni esclaves*, quelque part entre les points extrêmes de la structure, en position "neutre", le "degré zéro" de la domination, là où se balancent et se neutralisent la domination subie et la domination exercée" (1977 : 294). D'une certaine manière ce sont des déclassés. Déclassés surtout par rapport aux espoirs mis dans la capitalisation culturelle qui ne s'est guère concrétisée en termes d'ascension sociale. Point de vue que partagent de nombreux sociologues, tels P. Bourdieu (1976), B. Lacroix (1981) ou D. Léger & B. Hervieu (1979), même si les termes utilisés pour expliquer cette situation varient quelque peu d'un auteur à l'autre.

Cette "sous-élite périphérique" constituée d'"intellectuels salariés" (Gros, 1986) présente une autre caractéristique commune que peu d'auteurs ont relevée : une activité professionnelle souvent assez faiblement définie et organisée. Cahiers de charges assez généraux ; souplesse dans l'aménagement des temps de travail ; possibilités d'en consacrer une partie à des activités de formation, d'information et d'échanges (lectures, colloques, séminaires, discussions, etc.) ; souvent absence d'exigences de productivité faute

de critères d'évaluation incontestables ; importance du "relationnel" et de l'"interactif" dans l'exercice même de la profession ; etc.

Tous ces facteurs contribuent à rendre, pour cette population, la frontière entre vie professionnelle et vie extra-professionnelle relativement perméable. De fait, cela lui permet d'utiliser non seulement ses compétences, mais aussi certains moyens dont elle dispose professionnellement (photocopieuses, ordinateurs, rapports de recherche, contacts, temps creux, etc.) à d'autres fins, notamment "militantes".

Ces éléments n'expliquent cependant pas encore pourquoi et comment certains de ces intellectuels salariés passent à l'action et deviennent les animateurs principaux des mouvements alternatifs. Globalement prédisposés tous ne deviennent pas pour autant acteurs. L'explication qui consiste à voir dans cet activisme un moyen de compenser une part du pouvoir que ces intellectuels, malgré leurs compétences, ne peuvent exercer dans le cadre de leur travail est séduisante, mais n'affine pas la compréhension du phénomène. De même, la thèse de la fonction socialisatrice des mouvements sociaux n'est pas non plus à elle seule entièrement satisfaisante. Sur ce point nous ne pouvons donc conclure avec plus de précision. Vraisemblablement, seule une analyse des trajectoires de ceux qui se sont affirmés en tant qu'acteurs dans de tels mouvements permettrait d'y voir un peu plus clair.

7. Perspectives d'analyse

Résumons les traits saillants de ces contributions par quelques propositions.

1. Les mouvements alternatifs sont issus d'une conjonction historique qui est liée à la période de croissance et de transformation qu'ont connues les sociétés occidentales après la deuxième guerre mondiale. Ce sont les héritiers et les successeurs composites de deux formes de contestation de cette période : la nouvelle gauche et les pratiques contre-culturelles.
2. Ces mouvements ont pour champ d'action les multiples secteurs de la vie quotidienne, du logement à la sexualité, de l'éducation à la consommation, en passant par l'information, l'action sociale, la santé, etc.
3. Ce sont des mouvements qui réagissent à l'aliénation en tant que rapport social. Ils sont anti-technocratiques et anti-bureaucratiques. Ils se situent au-delà du politique institué et

tentent de redéfinir le politique dans une perspective autogestionnaire.

4. Ils développent des modes d'action non-violents et constructifs. Leur stratégie est hétérogène, c'est-à-dire adaptée, de cas en cas et faisant appel à des techniques d'intervention diversifiées. Ces caractéristiques impliquent une forte implication personnelle des acteurs.
5. La forme d'organisation la plus courante dans ces mouvements est le groupe affinitaire, forme idéale qui préserve les individualités tout en ouvrant des perspectives d'identification collective.
6. Les acteurs de ces mouvements, s'ils témoignent du clivage général principal des sociétés modernes, se recrutent essentiellement dans une fraction déterminée des classes moyennes, celle qui malgré un important capital culturel à disposition, se trouve en position de déclassement, aux marges du pouvoir et à distance des autres classes dominées.

Ces six propositions esquissent à gros traits les caractéristiques des mouvements alternatifs. Elles mettent en évidence que l'étude de ces nouveaux conflits sociaux est indissociable de la problématique générale du changement social. Certains aspects, notamment les facteurs favorables à l'affirmation de leurs acteurs, restent peu compréhensibles dans l'état actuel de nos connaissances. Si l'on admet cependant que les mouvements alternatifs sont à la fois produits et producteurs du changement, il apparaît alors que des études qui s'efforceraient de mettre en parallèle

- a) les grands axes structurels et culturels du changement
- b) le genèse et l'évolution de ces mouvements particuliers et
- c) l'histoire collective et individuelle de leurs acteurs

contribueraient vraisemblablement à une amélioration de la compréhension des mécanismes complexes du changement social.

BIBLIOGRAPHIE

- ALSENE Eric (1983), "L'Alternative au tournant", *Revue Internationale d'Action Communautaire*, 10/50, 49-62.
- ANDRIEU Irène (1975), *La France marginale*, Albin Michel, Paris.
- AUTREMENT (éd.) (1976), *Innovations sociales : pour une révolution du quotidien ?*, 5.
- BARBIER René (1981), "Soi comme projet ou la métamorphose militante", *Autrement*, 29, 100-110.

- BAUDRILLARD Jean (1982), *A l'ombre des majorités silencieuses*, Denoël-Gonthier, Paris.
- BAUMANN "Bommi" (1976), *Tupamaros Berlin-Ouest ou comment tout a commencé*, Les Presses d'Aujourd'hui, Paris.
- BERKE Joseph (éd.) (1969), *Counter Culture*, Peter Owen Ltd, London.
- BOURDIEU Pierre (1976), "Les variantes du goût petit-bourgeois", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2/5, 67-69.
- CATHELAT Bernard (1981), "Système D, repli tribal... une explosion de centres d'intérêts", *Autrement*, 29, 16-20.
- CHAMBON Jean-Louis, DAVID Alix & DEVEVEY Jean-Marie (1982), *Les innovations sociales*, P.U.F. "Que sais-je ?", Paris.
- CORPET Olivier & PAQUOT Thierry (1982), "Henri Lefebvre philosophe du quotidien", entretien avec H. Lefebvre, *Le Monde Dimanche*, 19.12.1982, IX-X.
- DAGNAUD Monique (1981), "La classe 'd'alternative', réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes", *Sociologie du Travail*, 4, 384-405.
- DAGNAUD Monique & MEHL Dominique (1981), "Des contestataires comme il faut", *Autrement*, 29, 118-126.
- DAGNAUD Monique & MEHL Dominique (1983), "Elite, sub-elite, counter-elite", *Social Science Information*, 22/6, 817-865.
- DEMERIN Patrick (1975), *Communautés pour le socialisme*, Maspero, Paris.
- DIENER Ingolf & SUPP Eckhard (1982), *Ils vivent autrement. L'Allemagne alternative*, Stock, Paris.
- DUVANEL Laurent & LEVY René (1984), *Politique en rase-mottes*, Réalités Sociales, Lausanne.
- GAGNON Gabriel (1982), "Autogestion et pratiques émancipatoires au Québec", communication au XI^e colloque de l'A.I.S.L.F. (Paris), Institut Québécois de Recherche sur la Culture, Montréal, (ronéo).
- GARAUDY Roger (1972), *L'Alternative*, R. Laffont, Paris.
- GROS Dominique (1983), "Mouvement alternatif et animation contre-institutionnelle : un défi aux professionnels ?" *Les Cahiers de l'Animation*, 43, 43-53.
- GROS Dominique (1985), "Jeunesse intellectuelle, contre-culture et dynamique du changement", *Revue Suisse de Sociologie*, 2, 323-330.
- GROS Dominique (1986), "Les acteurs des luttes urbaines", *Revue Suisse de Sociologie*, 3, 485-494.
- GROS Dominique (1987), *Dissidents du quotidien. La scène alternative genevoise 1968-1987*, d'En Bas, Lausanne.
- GROS Dominique & MEGARD Michel (1981), *Groupes alternatifs et expérimentation sociale*, Centre universitaire d'écologie humaine et des sciences de l'environnement, Genève, (ronéo).
- HOLLSTEIN Walter & PENTH Boris (1980), *Alternativ-Projekte. Beispiele gegen die Resignation*, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg.
- HUBER Joseph (1980), *Wer soll das alles ändern ? Die Alternativen des Alternativbewegung*, Rotbuch, Berlin.

- HUBER Joseph (1982), "La fin de l'arc-en-ciel", Autogestions, 8-9, 147-158.
- HUBER Joseph (1983), "Help yourself - The German way", in SICINSKI A. & WEMEGAH M. (éd.), 48-61.
- INFORMATIONS SOCIALES (éd.) (1976), L'innovation sociale, pour quoi faire ?, 9-10.
- INFORMATIONS SOCIALES (éd.) (1980), Le devenir des innovations sociales, 9-10.
- d'IRIBARNE Philippe (1983), "The importance of individual action in the promotion of an alternative society" in SICINSKI A. & WEMEGAH M. (éd.), 29-35.
- JOFFRIN Laurent (1987), Un coup de jeune. Portrait d'une génération morale, Arléa, Paris.
- KELLERHALS Jean (1974), Les associations dans l'enjeu démocratique, Payot, Lausanne.
- KRIESI Hanspeter, LEVY René, GANGUILLET Gilbert & ZWICKY Heinz (1981), Politische Aktivierung in der Schweiz 1945-1978, Verlag Rüegger, Diessenhofen.
- LACROIX Bernard (1981), L'utopie communautaire, P.U.F., Paris.
- LEFEBVRE Henri (1946, 1961, 1981), Critique de la vie quotidienne, 3 volumes, L'Arche, Paris.
- LEFEBVRE Henri (1968), La vie quotidienne dans le monde moderne, Gallimard, Paris.
- LEFEBVRE Henri (1970), Le manifeste différentialiste, Gallimard, Paris.
- LEGER Danièle & HERVIEU Bertrand (1979), Le retour à la nature, Seuil, Paris.
- LIVET Pierre (1979), "Modèles de sociétés : clôture du pouvoir et consommation de pouvoirs", Cahiers Internationaux de Sociologie, LXVII, 277-295.
- LIVET Pierre (1983), Autonomie et politique, document préparatoire au colloque Autonomie, CEPS-CREA, Grenoble, (ronéo).
- LOURAU René (1980), Autodissolution des avant-gardes, Galilée, Paris.
- MEISTER Albert (1972), Vers une sociologie des associations, Economie et Humanisme-Ed. Ouvrières, Paris.
- MELUCCI Alberto (1983), "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", Revue Internationale d'Action Communautaire, 10/50, 13-30.
- MORIN Edgar (1969), Introduction à une politique de l'homme, Seuil, Paris.
- MOSCOVICI Serge & RICHATEAU Philippe (1972), "Conformité, minorité et influence sociale" in MOSCOVICI Serge (éd.), Introduction à la psychologie sociale, Larousse, Paris, 1, 139-191.
- PERLMAN Janice E. (1976), "USA-1976-Actions directes et projets 'alternatifs' - Un bouillonnement de groupes de base", Autrement, 5, 54-61.
- PROULX Serge (1982), "Génération politiques, contre-cultures et nouveaux mouvements sociaux" in PROULX S. & VALLIERES P. (éd.), 57-78.
- PROULX Serge & VALLIERES Pierre (éd.) (1982), Changer de société, Ed. Québec-Amérique, Montréal.

- REYNAUD Emmanuèle (1982), "Identités collectives et changement social : les cultures collectives comme dynamique d'action", *Sociologie du Travail*, 2, 159-177.
- ROSANVALLON Pierre (1976a), *L'âge de l'autogestion*, Seuil, Paris.
- ROSANVALLON Pierre (1976b), "Une stratégie d'expérimentation sociale", entretien avec G. Poquet, *Informations Sociales*, 9-10, 36-41.
- ROSANVALLON Pierre (1979), "Sur l'autogestion, l'expérimentation, les mouvements sociaux", entretien avec J. Caroux & O. Mongin, *Esprit*, 9-10, 98-109.
- ROSANVALLON Pierre (1984), *La crise de l'Etat-providence*, Seuil, Paris.
- ROSANVALLON Pierre & VIVERET Patrick (1977), *Pour une nouvelle culture politique*, Seuil, Paris.
- SICINSKI Andrzej & WEMEGAH Monica (éd.) (1983), *Alternative ways of life in contemporary Europe*, The United Nations University, Tokyo.
- TOURAINÉ Alain (1969), *La société post-industrielle*, Denoël-Gonthier, Paris.
- TOURAINÉ Alain (1971), *Classes moyennes*, *Encyclopaedia Universalis*, 11, 414-417.
- VOISIN Michel (1977), "Communautés utopiques et structures sociales : le cas de la Belgique francophone", *Revue Française de Sociologie*, XVIII/2, 171-300.
- VOISIN Michel (1982), "Nouvelles luttes" et vieux problèmes : les classes moyennes, communication au XI^e colloque de l'A.I.S.L.F. (Paris), Université de Liège, (ronéo).
- WEMEGAH Monica (1983), "Some characteristics of alternative strategies", in SICINSKI A. & WEMEGAH M. (éd.), 36-40.